Les universités dans la rue pour crier misère. La plupart des acteurs du secteur en conviennent: il manque de 1 à 2 milliards d'euros par an aux universités. Où les trouver? Tout aussi unanime est le constat que l'Etat n'ira guère au-delà des 23 milliards d'euros qu'il consacre chaque année à l'enseignement supérieur, à la vie étudiante et à la recherche. Le monde de l'enseignement supérieur traverse une grave crise, qui pourrait remettre en cause le modèle même de l'université française: l'inscription doit-elle rester à prix modique? Faut-il introduire une forme de sélection à l'entrée? Chercher d'autres voies de financements que le seul budget de l'Etat? La crise est d'abord démographique. A la rentrée 2015, 65000 nouveaux inscrits ont été annoncés à l'université par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. En fait, ce sont 38700 étudiants supplémentaires qui fréquenteront les bancs des facs, si l'on enlève les élèves des classes prépa qui s'y sont inscrits par le biais de l'université. Depuis 2012, et sans compter les inscrits des classes préparatoires, la hausse des effectifs étudiants s'établit à 123000 étudiants, indique le ministère. Un afflux loin d'être négligeable puisque le pays compte environ 1,5 million d'étudiants dans ses facs. Et cette inflation démographique est loin d'être terminée. Les moyens sont-ils à la hauteur? Le ministère et les syndicats se livrent à une bataille de chiffres. Depuis 2013, les universités ont reçu des crédits pour créer au total 1000 postes d'enseignants de plus par an. Mais elles en ont supprimé aussi, si bien que les effectifs enseignants auraient progressé seulement de la moitié du nombre prévu dans les universités. Compte tenu des évolutions de l'emploi précaire et des départs en retraite, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (Snesup) estime même que le nombre d'enseignants-chercheurs devrait baisser en 2015. (Fonte: A. De Tricornot, Le Monde 16-10-15)